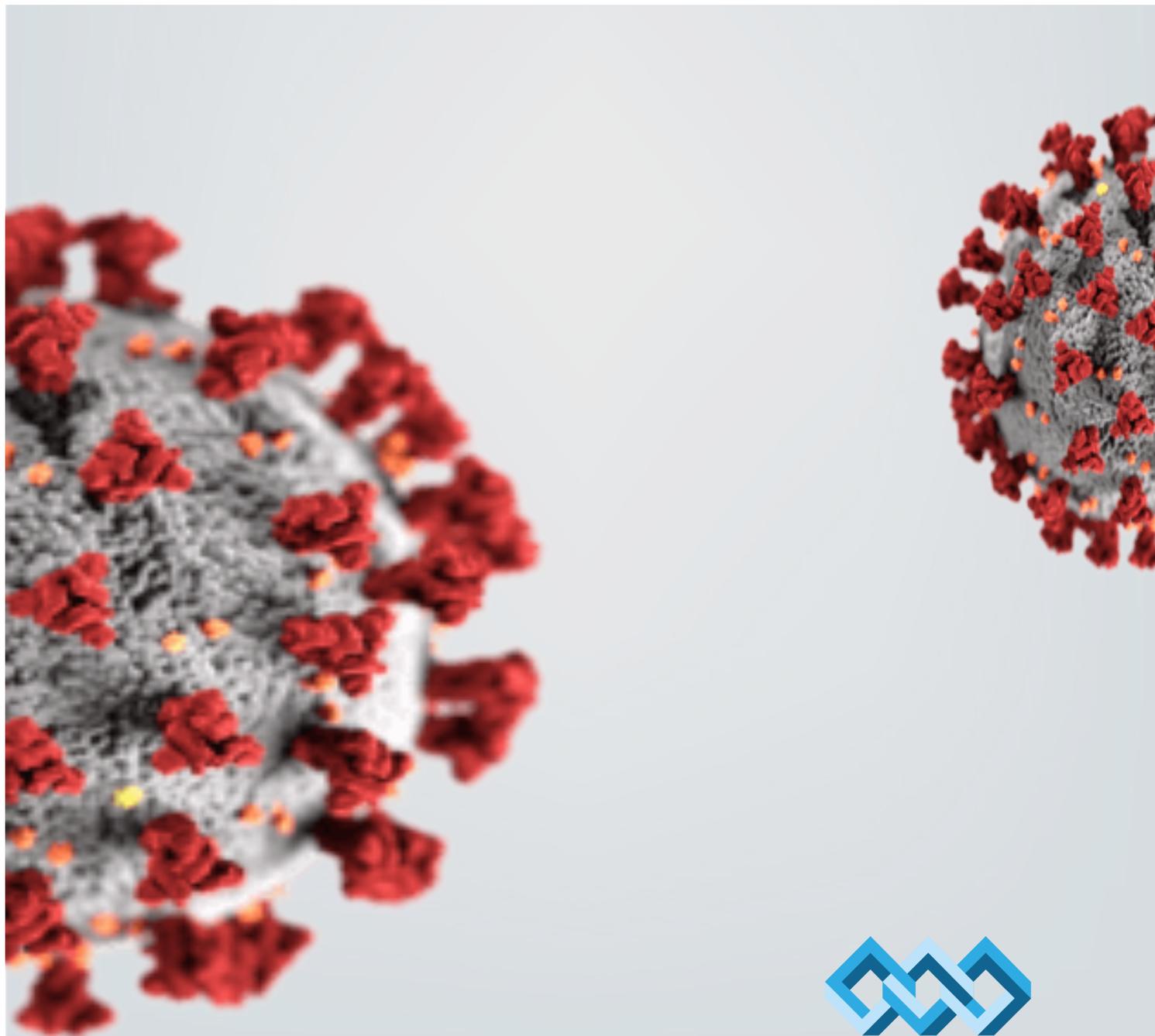


L'Année PhiLanthropique The PhiLanthropic Year

Hors-Série / Special Edition #1 | Mai / May 2020



PhiLab

Réseau Canadien de recherche partenariale sur la philanthropie
Canadian Philanthropy Partnership Research Network

Coordonnées Contact

philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeur de publication Publication Director

Jean-Marc Fontan

Comité de rédaction Editorial Team

Jean-Marc Fontan
Diane Alalouf-Hall
Katherine Mac Donald
François Brouard
Lynn Gidluck
Roza Tchoukaleska
Caroline Bergeron
Manuel Litalien

Contributeurs Contributors

Jean-Marc Fontan
Sylvain A. Lefèvre
Nancy Pole
Benoît Fontaine
Diane Alalouf-Hall
Katherine Mac Donald
Stéphane Pisani
Maxime Bertrand
David Grant-Postras
Adam Saifer
Andrea Kosovak Sykes
Stephanie Caddedu
Lynn Gidluck
Suchit Ahuja
Hassane Alam
Isabel Heck
Axelle Marjolin
Daniel Nadolny
April Lindgren
Sambou Ndiaye
Adela Kincaid
Florianne Socquet-Juglard
Sue Wilkinson
Kristin Nelson
Lidia Eugenia Cavalcante
Hilary Pearson
Deann Louise C. Nardo
Jacqueline Colting-Stol
Allan Matudio
Charles Duprez
François Brouard

Conception graphique

Graphic Design

Diane Alalouf-Hall
Katherine Mac Donald

ISBN:
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Mai 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, Mai 2020

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab), anciennement Laboratoire montréalais de recherche sur la philanthropie canadienne, a été pensé en 2014 dans le cadre de la conception de la demande de financement du projet développement de partenariat CRSH intitulé “Innovation sociale, changement sociétal et Fondations subventionnaires canadiennes”. Ce financement a été reconduit en 2018 sous le nom “Evaluation du rôle et des actions de fondations subventionnaires canadiennes en réponse à l’enjeu des inégalités sociales et des défis environnementaux”. Depuis ses débuts, le Réseau constitue un lieu de recherche, de partage d’information et de mobilisation des connaissances des fondations canadiennes. Des recherches conduites en partenariat permettent la coproduction de nouvelles connaissances dédiées à une diversité d’acteurs : des représentants gouvernementaux, des chercheurs universitaires, des représentants du secteur philanthropique et leurs organisations affiliées ou partenaires.

Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy (PhiLab), previously called the Montreal Research Laboratory on Canadian philanthropy, was thought up in 2014 as part of the conception of a funding request by the NRCC partnership development project called “Social innovation, social change, and Canadian Grantmaking Foundations”. From its beginning, the Network was a place for research, information exchange and mobilization of Canadian foundations’ knowledge. Research conducted in partnership allows for the co-production of new knowledge dedicated to a diversity of actors: government representatives, university researchers, representatives of the philanthropic sector and their affiliate organizations or partners.

The Network brings together researchers, decision-makers and members of the philanthropic community from around the world in order to share information, resources, and ideas.

Prochaine publication

Next publication

Volume #2 en juin 2020 / June 2020

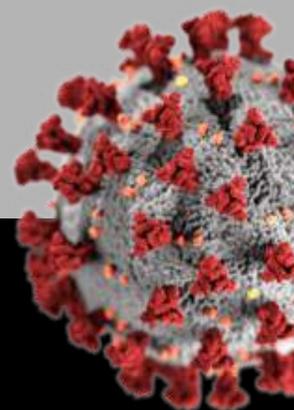


Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

ENTREVUE | INTERVIEW



Vous trouverez dans ce chapitre
6 entrevues d'étudiants-es du
PhiLab.

In this chapter you will find 6
interviews by our PhiLab
students.



**Centraide
du Grand Montréal**

ENTREVUE

Lili-Anna Pereša, Centraide du Grand Montréal



Par | By:

Charles Duprez, étudiant du PhiLab Québec
Jean-Marc Fontan, professeur à l'UQAM et
codirecteur du PhiLab

Lili-Anna Pereša Ingénieure de formation et diplômée de l'École Polytechnique de Montréal en 1987, Lili-Anna Pereša est présidente et directrice générale de Centraide du Grand Montréal depuis 2013. Centraide est un investisseur social stratégique qui soutient un réseau de plus de 350 organismes qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'action de Centraide repose sur l'engagement de près de 80 000 bénévoles

Charles Duprez est à la maîtrise en responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM et membre du groupe de chercheur.e.s en responsabilité sociale et en développement durable (CRSDD) sous la direction de Corinne Gendron. Au PhiLab, il travaille sur un projet de recherche concernant la réponse des fondations publiques, privées ou communautaires à la crise de la Covid-19.

Jean-Marc Fontan est le codirecteur PhiLab, avec Peter Elson de University of Victoria, des subventions partenariats CRSH obtenues pour les périodes 2013-2017 et 2018-2024. À titre de codirecteurs, ils veillent à la réalisation et à la coordination des activités de recherche et de valorisation des connaissances inscrites dans les programmes de recherche menés en partenariat et soutenus financièrement par le CRSH et les partenaires du projet.

Centraide du Grand Montréal - Une réponse pluridimensionnelle à l'urgence sanitaire et socioéconomique provoquée par la crise de la Covid-19

Les organisations subventionnaires du secteur de la philanthropie canadienne et québécoise sont fortement interpellées par la pandémie du coronavirus. Centraide du Grand Montréal ne fait pas exception. Afin d'illustrer le défi que la pandémie et ses conséquences socioéconomiques posent au secteur philanthropique, une équipe du PhiLab, sous la direction de Jean-Marc Fontan (UQAM) et Manuel Litalien (Nipissing University), supervise la réalisation de courtes études de cas. Ces dernières illustrent différentes réponses mises de l'avant par des fondations subventionnaires publiques, privées ou communautaires.

Le processus de recherche est en cours. Déjà, nous sommes en mesure de présenter une de ces études. Elle a été réalisée par Charles Duprez, étudiant de maîtrise au département de responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM, à partir d'informations extraites du site Internet de cette organisation et d'une entrevue effectuée auprès de Lili-Anna Pereša, présidente directrice générale de Centraide du Grand Montréal.

PhiLab : Quelles principales mesures ont été prises par Centraide du Grand Montréal pour réponse à l'urgence posée par la pandémie du Covid-19 ?

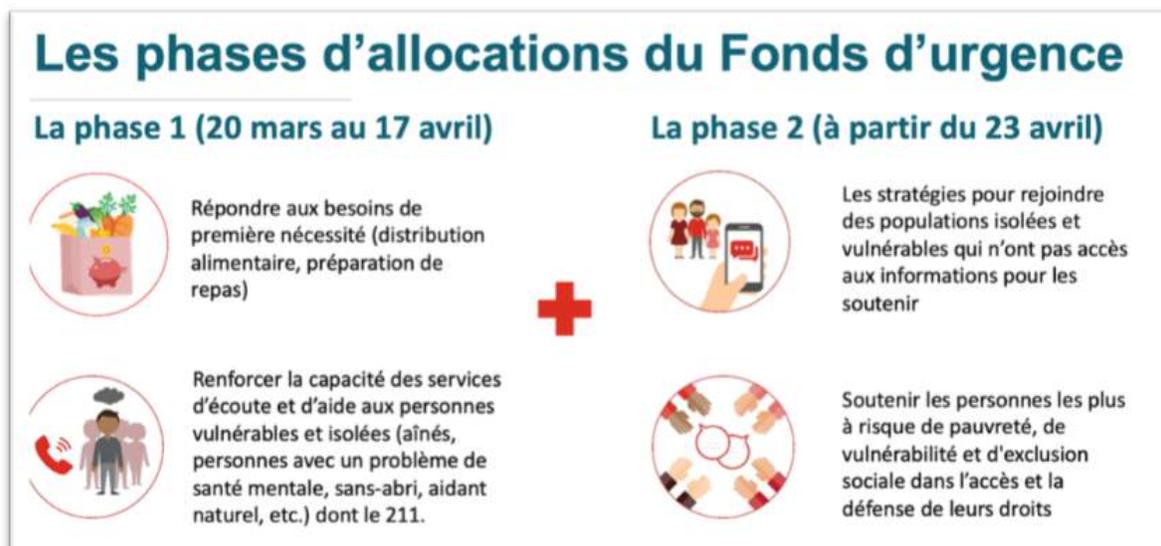
Lili-Anna Pereša (LAP) : Dès le début de la crise, nous avons décidé de verser l'allocation annuelle usuelle octroyée à tous les organismes que nous soutenons, qu'ils soient actifs ou non pendant la pandémie, et ce, afin de ne pas plus les fragiliser. Nous l'avons fait en indiquant que les organismes disposaient d'une marge de manœuvre dans l'utilisation des fonds et que les mesures de suivi seraient allégées. Pour répondre aux enjeux spécifiques de la Covid-19, trois nouveaux fonds ont été mis sur pied : le Fonds d'urgence Covid-19 de Centraide du Grand Montréal, le Fonds d'urgence pour l'appui communautaire (FUAC) du gouvernement fédéral et le Fonds Projet Jeunesse, résultat d'un partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon.

De plus, la pandémie et la distanciation sociale requise pour ralentir sa propagation nous ont forcé à adapter nos modalités de gestion et à basculer rapidement dans le télétravail. Au nombre des mesures que nous avons prises, notons notre participation aux cellules de crise de Laval, Montréal et Longueuil, la création du Groupe d'allocations d'urgence (GAU), le développement accéléré du Projet Radar et la ligne d'info-référence « 211 » suite au succès connu par cette dernière[1].

PhiLab : Qu'est-ce que le Fonds d'urgence Covid-19 de Centraide ?

LAP : Le fonds d'urgence Covid-19 a rapidement été mis sur pied. Dès le 25 mars, la plateforme fut ouverte aux organismes communautaires pour déposer des demandes de subventions, soit 2 semaines après le début du confinement. Ce fonds répond à l'impératif de mettre en place des « *mesures exceptionnelles pour venir en aide à la population isolée et vulnérable du Grand Montréal* »[2]. Il permet d'allouer les fonds qui sont encore collectés par Centraide du Grand Montréal aux organismes qui en font la demande pour atteindre deux grands objectifs, qui lors de la première phase de quatre semaines, était : répondre aux besoins alimentaires d'urgence et renforcer les services d'écoute, aide et référence.

Comme Centraide du Grand Montréal a été l'un des premières organisations à allouer des fonds d'urgence alors que les demandes explosaient, notre organisation a été très sollicitée. Le gouvernement fédéral a certes procédé rapidement à l'annonce de différents fonds d'urgence, mais leur mise en place au Québec a pris presque deux mois après le début de la crise, et ce compte tenu de la nécessité d'une exemption à l'usuelle entente Ottawa-Québec. L'argent du fédéral pour le soutien à des banques alimentaires a seulement été versé au début du mois de mai. Le Fonds d'urgence de Centraide a donc fait du *bridging financing*.



Notre Fonds a permis de faire le pont en attendant le versement des fonds gouvernementaux. Notre Fonds finance à 75% des organisations qui ne font pas partie du réseau des organismes appuyés traditionnellement par Centraide du Grand Montréal. Le Fonds en lui-même a été financé par la générosité des villes de Montréal, Laval et Longueuil ainsi que d'un grand nombre de donateurs, dont de grandes entreprises privées, des fondations privées ou des individus.

Ce Fonds d'urgence, en tant que fonds ouvert à tous les organismes, qu'ils soient partenaires ou non du réseau Centraide a été une première pour nous. Des organisations ont pu recevoir un financement d'urgence dans un délai très court en faisant la demande à l'aide d'un formulaire facile à remplir sur notre site web. Le processus de sélection comportait certains critères : être déjà financé par Centraide du Grand Montréal ou être financé par un partenaire public (municipalité, santé publique, ou autre). Dans le cas où l'organisme n'est pas financé par un partenaire public, il est demandé à ce dernier de « témoigner la capacité de l'organisme à mettre en œuvre le projet pour lequel l'aide financière est demandée et la rigueur de sa gestion administrative et financière »[3].

Le principal objectif du fonds d'urgence a été d'assurer la sécurité alimentaire des habitants du Grand Montréal. À la mi-mai, près de 400 organismes ont ainsi pu recevoir un financement pour des montants allant de \$1 000 à \$400 000. Un objectif secondaire était de répondre aux besoins en infrastructure portés par des organisations communautaires en ce début de crise. À titre indicatif, environ \$500.000 ont été alloués pour permettre à des organisations de se procurer des équipements téléphoniques[4] ou d'adapter leur parc technologique ou d'avoir accès à des branchements internet à haute vitesse.

L'annonce le 21 avril du Fonds d'urgence (FUAC) établi par le gouvernement fédéral pour soutenir les organisations communautaires permet de prendre le relais le 19 mai. Nous avons alors réorienté l'objectif du Fonds en mettant sur pied une troisième phase, laquelle a été définie en fonction de l'évolution des besoins. Si l'accès à l'alimentation reste prépondérant, de nouvelles questions se sont ajoutées, comme celles concernant le logement. À la mi-mai, près de \$6 millions ont déjà été alloués sur un montant récolté supérieur à \$8 millions.

PhiLab : Et le Fonds d'urgence du gouvernement fédéral ?

LAP : Le 21 avril le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un fonds de \$350 millions en appui aux organismes communautaires à l'échelle canadienne. Le gouvernement de Justin Trudeau a confié la gestion de ce Fonds aux partenaires de trois grands réseaux : le nôtre (Centraide/United Ways Canada[5]), celui des Fondations communautaires du Canada[6] et la Croix-Rouge canadienne[7]. Centraide du Grand Montréal n'a jamais eu à gérer des fonds du gouvernement fédéral, c'est une première. Nous nous sommes vu allouer une enveloppe d'un montant d'environ \$7 millions pour subvenir aux besoins des plus précaires sur le territoire du Grand Montréal. La répartition à travers le Canada a été faite sur une base populationnelle. Enfin, collaborer avec le gouvernement implique le respect de nouvelles conditions. Très précisément, l'argent géré doit être dépensé intégralement d'ici le 31 juillet, ce qui implique de travailler exclusivement dans l'urgence.

PhiLab : Pourriez-vous nous présenter le Projet jeunesse ?

LAP : De concert avec la Fondation Lucie et André Chagnon, un troisième fonds de \$2.5 millions a été lancé par Centraide pour tout le Québec. Il vise le soutien psychosocial et pédagogique aux jeunes marginalisés qui présentent des risques de décrochage scolaire. Avec la Covid-19, ces enjeux sont d'autant plus importants que poursuivre l'école à distance demande un accès à du matériel technologique – des ordinateurs ou des tablettes –, ainsi qu'à un service Internet de qualité.

Le Projet jeunesse permet de soutenir des organismes jeunesse afin qu'ils gardent contact avec les jeunes afin de leur offrir du support. Ce projet bénéficie du support d'entreprises de télécommunication comme Cogeco ou Telus. À terme, le projet projette d'atteindre 20 000 à 30.000 jeunes. Cet appui aidera les organismes jeunesse à rejoindre les jeunes isolés et marginalisés et à leur offrir un soutien pédagogique et psychosocial leur permettant d'aborder, entre autres, la poursuite de leurs études et la rentrée scolaire 2020-2021 avec le maximum de chances de réussite.

PhiLab : Qu'est-ce que "Le GAU!" (Groupe d'allocations d'urgences) ?

LAP : Depuis le début du confinement, Centraide du Grand Montréal a complètement adapté son mode de fonctionnement pour accroître son agilité afin de répondre à la crise. Premièrement, il s'est agi d'assurer une continuité dans les aides apportées aux personnes en situation de vulnérabilité. Deuxièmement, il importe de répondre aux nouveaux problèmes liés à la crise sanitaire et socioéconomique. Troisièmement, il importait d'assurer que les organismes communautaires de première ligne reçoivent les ressources dont ils ont besoin.

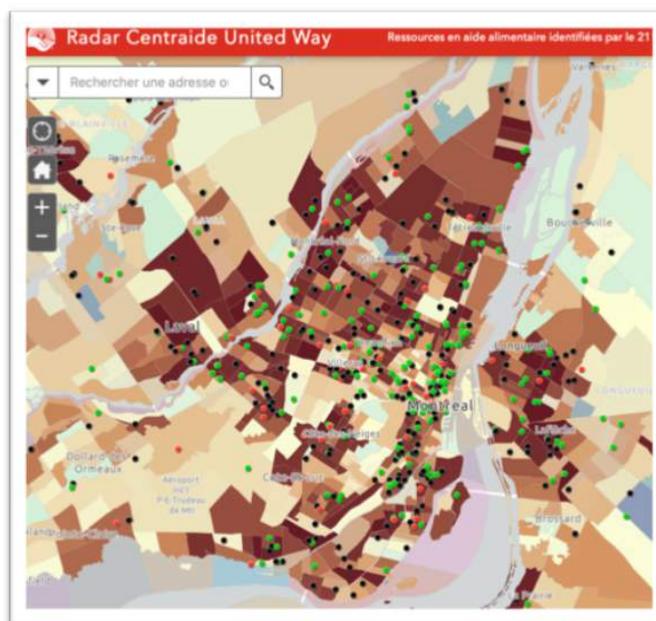
Nos conseillers en développement social ainsi que le Groupe d'allocations d'urgence (GAU!) ont été en mesure de s'adapter à la nouvelle situation et travaille à un « rythme de guerre ». Le GAU! est l'instance décisionnelle. De plus, à Laval, Longueuil et Montréal, Centraide du Grand Montréal a été invitée à se joindre aux cellules de crise, et ce, de concert avec des fonctionnaires et les partenaires associés à ce dispositif. Certaines sous-cellules de crise ont choisi d'orienter leurs actions pour des objets précis, par exemple la sécurité alimentaire ou l'itinérance.

La réorganisation du travail a donc été effectuée efficacement et un nouveau de travail a été bâti. Par exemple, l'apport d'une gestionnaire de projets a permis une meilleure adéquation entre le processus d'allocations et l'outil de suivi des demandes. L'outil fourni des visualisations interactives et des capacités de business intelligence avec une interface suffisamment simple pour que les utilisateurs puissent créer leurs propres rapports et tableaux de bord. Un puissant « Power BI » nous donne le portrait des 900 demandes reçues (pour 17M\$) et les allocations versées pour les phases 1 et 2 de notre fonds. La crise nous a demandé une grande agilité et de la rigueur afin de répondre rapidement aux nouveaux enjeux qui se présentaient.

PhiLab : Le Projet Radar COVID-19 ?

LAP : La version COVID-19 du prototype du Radar est un outil cartographique interactif qui recense et tient à jour les informations sur les organismes communautaires offrant des services en matière de sécurité alimentaire. En combinant différentes données, le Radar permet de voir si les organismes sont actifs et, s'ils sont subventionnés, par quels bailleurs de fonds. Grâce au Radar, nous serons capables de mieux observer les écarts de financement et ajuster nos investissements en fonction de besoins prioritaires. Par exemple, nous serons à même d'identifier les quartiers et les populations où peu de services sont offerts malgré une forte demande et un taux de pauvreté important. « Les organismes liés à d'autres enjeux sociaux tels : le logement, la santé mentale, la réussite éducative des jeunes, s'ajouteront graduellement aux versions subséquentes du Radar »[8].

Les données utilisées par cet outil proviennent du croisement entre les informations provenant de la ligne d'info-référence 211, des données sociodémographiques de Statistique Canada et d'Environics ainsi que des informations fournies par des organismes subventionnaires partenaires pour les sommes versées à des organisations communautaires.



Le Radar a vu le jour en plein cœur de la crise du coronavirus, il était toutefois déjà présent dans les esprits de Centraide depuis plus de deux ans, sans que l'organisme n'ait encore eu les fonds pour le mettre en place. La crise a donc été l'opportunité pour rendre réel ce projet et cela avant même d'avoir reçu les fonds nécessaires. La fondation Lucie et André Chagnon a participé financièrement à sa mise en place, en accordant une enveloppe qui dépasse les \$100.000. La fondation McConnell est également en voie de se mobiliser pour appuyer le financement de Radar pour le rendre accessible aux grands centres urbains au Canada et éventuellement à tout le pays.

PhiLab : Qu'est-ce que le « 211 » ?

LAP : Le 211 est un service d'information et de référence accessible gratuitement. Il permet d'aiguiller les personnes dans le besoin vers les ressources sociocommunautaires adéquates. Le service est téléphonique et sur Internet. Une plateforme Web interactive a été mise sur pied. Le « 211 » couvre depuis deux ans le Grand Montréal. Le 211 est la référence pour tous les organismes ayant une fonction sociale et est principalement financé par la communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et Centraide du Grand Montréal.

Les données recueillies par le 211 permettent d'établir des analyses statistiques précieuses. Il est alors possible de dresser un tableau en temps réel des besoins de la population. Le tableau de bord permet notamment à Centraide d'être dans une posture proactive en identifiant les communautés dans le besoin. Du 13 mars au 14 mai, il y a eu une augmentation d'environ 236% du nombre d'appels^[9] dans la Communauté du Montréal Métropolitain (CMM) par rapport à la normale. La majorité de ces appels concernaient un besoin d'aide alimentaire. Le site Internet a enregistré une augmentation de 30% des consultations. Les informations recueillies nous montrent que l'alimentation, l'aide à domicile et les questions liées au logement étaient, en début de crise, les principaux besoins non comblés dans la région du Grand Montréal.

De plus, le 211 permet de localiser les zones les plus à risques et de mieux cibler les aides à apporter. À titre indicatif, l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension a comptabilisé le plus de demandes de soutien pour la période du 13 mars au 14 mai avec 1301 appels contre seulement 38 à Westmount.

PhiLab : Après l'urgence, il importe de penser en mode proactif

LAP : Si Centraide a principalement fait du *bridging financing* pendant la première partie de la crise sanitaire et socioéconomique, en attendant l'arrivée de fonds fédéraux, nous comptons désormais travailler davantage à partir de projets structurants. Par exemple, prenant la question de l'alimentation, la crise a révélé des lacunes en lien avec le transport de nourriture. Il existait peu de coordination entre les différentes parties prenantes de la chaîne alimentaire. Il importe donc de développer un mode efficace de coordination entre les nombreux partenaires privés, et sociocommunautaires. C'est ce que nous avons fait en urgence pour assurer une logistique de transport des denrées alimentaires sur le territoire. De nombreux enseignements et processus peuvent être tirés des collaborations et des partenariats nés au cœur de la tourmente. Nous comptons profiter de ces apprentissages pour structurer encore davantage la synergie entre les différents organismes et la capacité de cibler aux mieux les besoins.

En guise de conclusion, Centraide souhaite désormais miser sur une approche qualifiée de *reaching out*. En utilisant de façon appropriée les données issues des divers outils mis en place, tels que le tableau de bord du 211 et le Radar nous serons mieux en mesure d'identifier et de répondre aux besoins non comblés. Cela nous a permis de passer d'une logique de réactivité à une logique proactive. ■

Références :

- [1] Suite à la crise, il y a eu une grande augmentation du nombre d'appels au 211 ». Il s'agit d'une ligne info référence social (<https://www.211qc.ca/>) dont Centraide du Grand Montréal est le « copropriétaire » auprès du CRTC et que nous finançons avec la Communauté du Montréal métropolitain en temps régulier
- [2] <https://www.centraide-mtl.org/fr/covid-19/fonds-disponibles/fonds-durgence/a-propos/>.
- [3] https://www.centraide-mtl.org/documents/89589/upload/documents/Criteres_dadmissibilite_Fonds_durgence_COVID-19_qDhHlyE.pdf.
- [4] Bell a offert près de 50 cellulaires intelligents.
- [5] <https://www.canadahelps.org/fr/organismesdebienfaisance/united-way-centraide-canada/>.
- [6] <https://www.communityfoundations.ca/fr/>.
- [7] <https://www.croixrouge.ca/a-propos-de-nous/au-sujet-de-la-croix-rouge-canadienne>
- [8] <https://www.centraide-mtl.org/fr/contactez-nous/medias/nouvelles/centraide-du-grand-montreal-lance-le-radar/>.
- [9] <https://www.211qc.ca/donnees/covid-19>.